



Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

1. Table des matières

| | |
|---|-----------|
| CADRE REGLEMENTAIRE | 4 |
| INTRODUCTION | 4 |
| 1. CONTEXTE..... | 4 |
| I. INTERNATIONAL | 4 |
| II. EUROPE..... | 6 |
| III. FRANCE | 6 |
| IV. NIVEAU LOCAL | 8 |
| 2. VERS UN TERRITOIRE PLUS SOBRE | 8 |
| 3. LES NOUVELLES MISSIONS DU SMOYS | 8 |
| V. L'AIDE APPORTEE PAR LE SMOYS VA S'ARTICULER EN PLUSIEURS AXES | 9 |
| LE SERVICE D'ECONOMIE DE FLUX. | 9 |
| LA RECHERCHE DE NOUVELLES RECETTES | 10 |
| LE GROUPEMENT DE COMMANDES D'ENERGIE | 10 |
| VI. LES ENERGIES RENOUVELABLES | 10 |
| SOLAIRE..... | 10 |
| METHANISATION | 11 |
| HYDROGENE ET BIOMASSE..... | 11 |
| UNE EXPERTISE A PARTAGER | 12 |
| 4. LES METIERS HISTORIQUES DU SMOYS | 12 |
| VII. LE CONTROLE DES CONCESSIONS ELECTRICITE ET GAZ | 12 |
| VIII. LES TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET DE VOIRIES | 13 |
| IX. IRVE | 13 |
| 5. BUDGET PREVISIONNEL 2023 (EN L'ETAT DE LA PREPARATION BUDGETAIRE A LA DATE DU 7 MARS 2023)..... | 16 |
| X. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT..... | 16 |
| CHAPITRE 11..... | 16 |
| CHAPITRE 12..... | 16 |
| CHAPITRE 65..... | 17 |
| CHAPITRE 014..... | 17 |
| CHAPITRE 66..... | 17 |
| XI. DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 17 |
| XII. RECETTES | 18 |
| XIII. BUDGET PREVISIONNEL | 19 |
| XIV. DETTE..... | 20 |
| XVII. UNE EQUIPE ADMINISTRATIVE AU SERVICE DES ADHERENTS..... | 22 |

Les données du Rapport d'orientation budgétaire

Le rapport d'orientation budgétaire est basé sur les données dont nous disposons à la date du 7 mars 2023, notamment sur un compte administratif 2022 provisoire, le syndicat n'ayant pas eu communication du compte de gestion communiqué par le trésor public

Le cadre réglementaire

La loi du 6 février 1992 a rendu obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus la tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget. Les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus sont soumis à cette même exigence. Depuis l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015, le débat porte sur le rapport retraçant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette. L'article D 2312-3 du CGCT détermine le contenu exhaustif de ce rapport. Il doit comprendre :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette ainsi qu'à l'évolution de l'autofinancement
- L'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Introduction

Le Syndicat mixte Orge-Yvette-Seine (SMOYS) est un établissement public créé en 1922. Initialement chargé de l'organisation et du fonctionnement du service public de distribution d'électricité.

Le SMOYS est l'un des six grands syndicats d'énergie d'Île-de-France regroupant 66 communes et près de 850 000 habitants sur un territoire de 488 km².

Le SMOYS couvre à présent 27% de la superficie du département de l'Essonne ; il représente 32% des communes Essonniennes et 63% de la population du Département de l'Essonne.

Le SMOYS est donc aujourd'hui l'acteur central de l'énergie en Essonne et peut en toute légitimité intervenir dans les domaines de la transition énergétique, devenue une évidente nécessité dans un contexte contraint et difficile.

1. Contexte

I. International

Après deux années difficiles suite à l'émergence de la pandémie de la Covid-19, l'année 2022 devait initier le retour aux années « normales » avec des prévisions de croissance importante.

Malheureusement la guerre en Ukraine a profondément ébranlé l'économie mondiale, qui a exacerbé les tensions inflationnistes, légèrement présentes en début d'année, avec un renchérissement très important du coût de l'énergie que le monde n'a pas connu depuis la crise pétrolière.

Le monde est entré dans une ère d'instabilité inconnue depuis la fin de la guerre froide.

Les effets de la guerre en UKRAINE et la persistance de la crise du Covid, notamment en Chine, ont réduit fortement la croissance mondiale en 2022. Alors qu'on s'attendait à une croissance proche de 5% pour l'année 2022, elle ne devrait pas dépasser les 3%, soit une baisse de 60% de la prévision d'il y a 1 an (et les prévisions récentes sont encore plus pessimistes) ! En outre la situation devrait être pire en 2023 avec une croissance véritablement en berne pour les pays de l'OCDE, avec seulement 1,2% pour les États-Unis et 1,6% pour la zone euro.

Ces prévisions, déjà pessimistes, risquent même de se dégrader au vu de l'incapacité de beaucoup d'économies à juguler efficacement l'inflation et à la Chine de sortir de son piège de la doctrine zéro covid.

| | Moyenne 2013-2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------------|-------------|------|------|------|
| | | Pourcentage | | | |
| Croissance du PIB en volume¹ | | | | | |
| Monde ² | 3.3 | -3.4 | 5.8 | 3.0 | 2.8 |
| G20 ² | 3.5 | -3.0 | 6.2 | 2.9 | 2.8 |
| OCDE ² | 2.2 | -4.6 | 5.5 | 2.7 | 1.6 |
| États-Unis | 2.4 | -3.4 | 5.7 | 2.5 | 1.2 |
| Zone euro | 1.9 | -6.5 | 5.3 | 2.6 | 1.6 |
| Japon | 0.8 | -4.5 | 1.7 | 1.7 | 1.8 |
| Non-OCDE ² | 4.3 | -2.3 | 6.1 | 3.3 | 3.8 |
| Chine | 6.8 | 2.2 | 8.1 | 4.4 | 4.9 |
| Inde ³ | 6.8 | -6.6 | 8.7 | 6.9 | 6.2 |
| Brésil | -0.4 | -4.2 | 5.0 | 0.6 | 1.2 |
| Taux de chômage dans l'OCDE⁴ | 6.5 | 7.1 | 6.2 | 5.2 | 5.3 |
| Inflation¹ | 1.7 | 1.5 | 3.7 | 8.5 | 6.0 |
| G20 ^{2,5} | 3.0 | 2.8 | 3.8 | 7.6 | 6.3 |
| OCDE ^{6,7} | 1.7 | 1.5 | 3.7 | 8.5 | 6.0 |
| États-Unis ⁶ | 1.4 | 1.2 | 3.9 | 5.9 | 3.5 |
| Zone euro ⁸ | 0.9 | 0.3 | 2.6 | 7.0 | 4.6 |
| Japon ⁹ | 0.9 | 0.0 | -0.2 | 1.9 | 1.9 |
| Solde des administrations publiques dans l'OCDE¹⁰ | -3.2 | -10.4 | -7.4 | -5.0 | -3.8 |
| Croissance du commerce mondial¹ | 3.4 | -8.1 | 10.0 | 4.9 | 3.9 |

II. Europe

L'Europe est profondément touchée par le conflit en Ukraine qui se déroule à ses portes et dont les conséquences sont immédiates pour sa population.

Marquant une position ferme et solidaire contre l'invasion par la Russie de l'Ukraine, l'Europe a décidé de sanctionner la Russie et soutenir l'Ukraine dans son effort de guerre. Le jeu des sanctions croisées, entre l'Europe et la Russie, réduit mécaniquement l'accès de l'Europe au Gaz russe, premier fournisseur de l'Europe, et surenchérit le coût de l'énergie pour l'Europe, au-delà du coût que d'autres pays peuvent subir.

Par ailleurs l'Europe subit également l'impact du ralentissement de l'économie mondiale qui, comme pour les autres zones de l'OCDE, un effet supérieur à celui des pays émergents.

Pour contrer les effets pervers de la hausse du prix de l'énergie et des matières premières, la Banque centrale européenne (BCE) a déjà largement augmenté ses taux directeurs durant l'année 2022, ce qui a arrêté la doctrine de ces dix dernières années du *quantitative easing*. Le financement de l'économie est ainsi devenu plus cher. Le taux directeur à 2% en novembre 2022 est attendu à 3% en 2023, poussé par les pays du nord (Allemagne) très craintifs vis-à-vis de l'inflation.

Contrairement à la crise de la Covid, l'Europe n'a pas su, au niveau économique, trouver une réponse commune à l'augmentation des prix de l'énergie. L'absence de concertation, rend caduque à court terme la recherche de solution pour apaiser la tension sur le marché de l'énergie et notamment sur celui de l'électricité et le gaz.

Ce contexte morose va peser sur l'économie de toute la zone euro, dont la France.

III. France

La crise inflationniste particulièrement pour l'énergie a contraint le gouvernement français à intervenir fortement durant l'année 2022 sur l'économie française. L'action de l'État va continuer en 2023, avec un plafonnement de la hausse du prix de l'énergie pour les ménages et une partie des professionnels. Ce choix d'aider très fortement les ménages français va permettre de plafonner comme nulle part en Europe, la hausse des prix pour le particulier. Malheureusement cette protection est loin d'être aussi importante pour les industries et le secteur public, contrairement à l'Allemagne par exemple. Aussi les interventions de l'État sur l'économie, bien que réduisant les effets de l'inflation, ne pourront pas éviter son effet dévastateur sur la croissance française, qui ne devrait pas dépasser 1% pour l'année 2023.

Même si la France n'est que très marginalement exposée à la baisse des importations du gaz provenant de Russie, la structuration du prix de l'énergie au niveau européen fait que la France paie son énergie aussi chère que ses voisins européens, même avec son parc nucléaire.

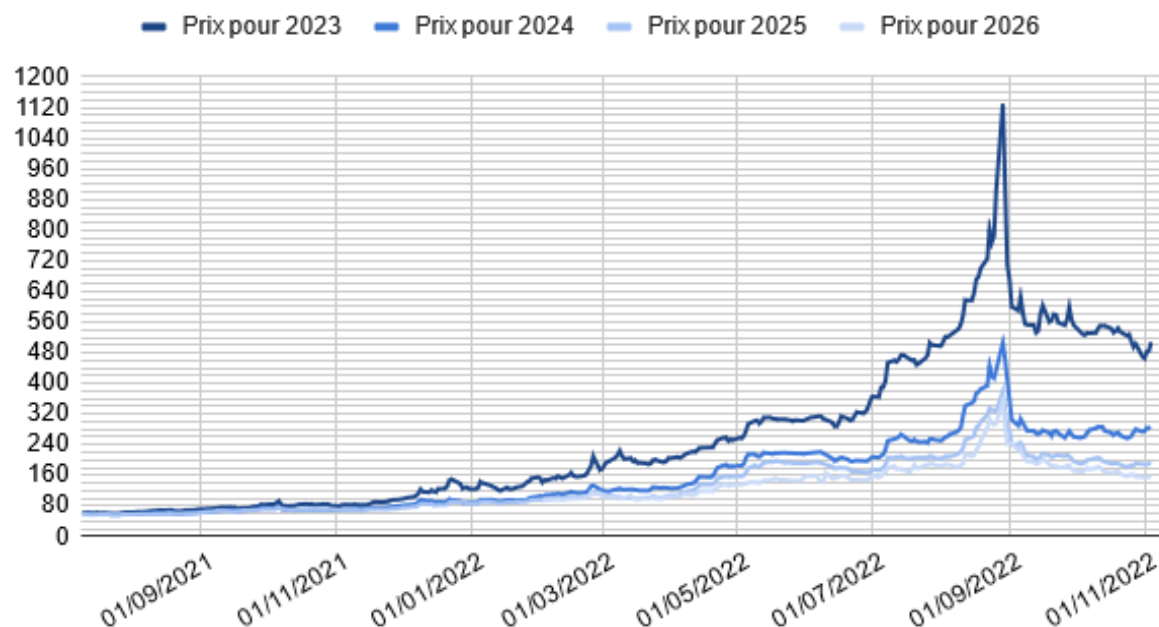
Face aux coûts exorbitants de la hausse de l'énergie, et une croissance quasiment nulle, le gouvernement a fait le choix d'une aide partielle de l'économie, contrairement à la crise de la covid. Aussi de nombreuses entreprises et collectivités seront privées d'aides, dont la plus grande partie des communes de notre territoire.

Même si le prix de l'énergie a commencé sa décrue, il reste trop élevé, et sans commune mesure avec celui de 2021, l'année 2023 va être une année très difficile pour l'économie française.

Evolution du prix du gaz naturel (€/MWh) www.energiesdev.fr



Evolution du prix de l'électricité baseload (€/MWh) www.energiesdev.fr



IV. Niveau local

Les communes du SMOYS sont directement touchées par la hausse du prix de l'énergie, dont l'impact sur les budgets est catastrophique, particulièrement pour celles qui doivent renouveler les contrats énergétiques avant 2023 et ne sont pas protégées par le bouclier tarifaire (communes de +10 agents ou plus de 2 millions de recettes de fonctionnement).

Même si beaucoup de communes se sont résignées à prendre des mesures drastiques pour réduire l'impact de la hausse des tarifs de l'énergie, certaines ne peuvent tout simplement pas faire face, sauf à augmenter de manière importante la fiscalité (dont seule la taxe foncière est encore vraiment aux mains des communes) ou à supprimer ou dégrader la qualité du service public.

Aussi, plus que jamais, le SMOYS a le devoir d'accompagner ses membres.

2. Vers un territoire plus sobre

La guerre en Ukraine et la crise énergétique a mis en évidence la nécessaire transition énergétique de notre territoire pour non seulement respecter le cadre de l'accord de Paris, mais aussi, plus immédiatement faire face au mur financier que représente, dès 2023 l'augmentation drastique du coût de l'énergie pour la plus grande partie des membres du SMOYS. Ainsi de nombreuses communes vont voir leurs factures énergétiques augmenter de 3 à 10 si la consommation reste la même qu'en 2022.

C'est pour cela que le SMOYS, qui avait déjà commencé à accompagner ses communes pour la recherche des économies d'énergie et la sobriété énergétique, va encore renforcer son action pour permettre de réduire au mieux l'impact des augmentations des tarifs de l'énergie.

La transition énergétique ne peut plus attendre sur le territoire et a même un impact immédiat sur les finances des communes ! Le SMOYS se lance comme objectif une baisse de 20% de la consommation énergétique du territoire à l'horizon 2026, relayé par son appel du « Centenium » du 16 novembre 2022.

3. Les nouvelles missions du SMOYS

Avec ses nouveaux statuts validés par les services de l'État, le SMOYS a enfin la légitimité de mener ses missions de catalyseur de la transition énergétique et d'accompagnement de ses membres. Les nouveaux champs d'intervention du syndicat sont

- Compétence en matière de développement des Énergies renouvelables et de récupération (EnR&R)
- Compétence en matière d'infrastructures de recharges pour véhicules au biogaz dans le cadre de la mobilité propre ;
- Compétence en matière de production d'hydrogène énergie par électrolyse, notamment pour la mobilité propre ;
- Compétence en matière de maîtrise de la demande en énergie ;
- Compétence en matière de distribution publique de chaleur et de froid.

Par ailleurs, le Syndicat peut, dans le respect des règles en vigueur, et notamment de l'article L.5211-56 du CGCT, exercer toutes activités complémentaires aux compétences statutaires à la demande d'un membre, ou d'une collectivité territoriale, d'un Établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte non-membres.

Font notamment partie de ses activités :

- La maîtrise d'ouvrage des travaux de sécurisation et d'amélioration esthétique (tels que l'enfouissement des lignes d'énergie) ;
- La participation ou le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des outils de planification et des schémas d'organisation territoriale dans le domaine de l'énergie ;
- La gestion et la valorisation des certificats d'économie d'énergie (C.E.E.) ;
- Le conseil en énergie ;
- La coordination de groupement de commandes d'achat d'énergie en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique ;

V. L'aide apportée par le SMOYS va s'articuler en plusieurs axes

- Le service d'économie des flux
- L'accompagnement dans les diagnostics de performance énergétique
- La recherche de subventions et aides financières
- Le groupement de commandes d'énergie

Le service d'économie de flux.

Dès sa mise en service en 2022, des communes ont fait confiance au SMOYS pour les accompagner afin de répondre aux premières obligations du décret tertiaire, avec les déclarations rendues obligatoires sur la plateforme nationale OPERAT, le lancement des études de substitution de type de chauffage et des diagnostics de performances énergétiques. À partir de la saison hivernale 2022 et tout au long de l'année 2023, le SMOYS accompagnera ses membres pour trouver les pistes d'économies sur les consommations énergétiques.

Pour les communes qui n'ont pas la capacité technique en interne, le SMOYS met à leur disposition son ingénieur économe des flux, afin de mener à bien un plan de sobriété, essentiel pour passer le difficile cap de 2023 et l'augmentation excessive du prix de l'énergie dont l'impact est énorme pour toutes celles, la majorité, qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire.

L'objectif du SMOYS est d'aller bien au-delà des préconisations gouvernementales avec un doublement des objectifs.

L'accompagnement dans les diagnostics de performance énergétique

Le SMOYS poursuit son accompagnement des communes qui souhaitent entreprendre des travaux de rénovation thermique des bâtiments publics avec une aide directe pour le financement des diagnostics de performance énergétique des bâtiments, avec 500 € d'aide par bâtiment.

Pour ce faire le SMOYS peut soit proposer aux communes de mener la maîtrise d'ouvrage des diagnostics à travers le marché qu'il a lancé, la commune n'a ainsi seulement qu'à signer une convention de service avec le SMOYS et s'épargne la problématique de lancer un marché public et le suivre et peut aussi bénéficier d'un prix de « gros » négocié par le SMOYS. Dans ce cas, la participation du SMOYS de 500 € est directement déduite du prix payé par la commune.

Si la commune choisit de lancer elle-même un marché, le SMOYS versera aux communes, 500 € par diagnostic dans la limite de 50% des coûts hors taxe.

Une enveloppe de 100 000 € est prévue pour cet accompagnement, soit 200 diagnostics.

La recherche de nouvelles recettes

En 2021 le SMOYS a été lauréat avec 7 de ses communes du programme ACTEE 2 MERISIER de la FNCCR avec une subvention de 160 000 €. Le SMOYS va poursuivre son travail avec la FNCCR pour trouver de nouvelles aides, notamment avec le programme ACTEE + et avec ACTEE LUM.

Depuis 2022, le SMOYS s'est associé au SIPPEREC et au SIGEIF pour la revente des certificats d'économie d'énergie (CEE), afin de permettre aux communes de bénéficier d'un groupement capable de répondre à tous les appels d'offres et d'obtenir les meilleures offres de rachat. La revente des CEE est l'une des pistes pour financer les investissements futurs des communes en matière de rénovation énergétique.

Le groupement de commandes d'énergie

Afin de réduire l'impact de la hausse des prix, mais aussi pour apporter une aide technique dans la préparation et le lancement des marchés, le SMOYS a mis en place un groupement de commandes d'énergie, accessible gratuitement pour ses membres, qui a regroupé 20 participants pour 20 Gwh d'achat.

VI. Les énergies renouvelables

Le SMOYS considère que la lutte pour la décarbonisation de son territoire ne peut pas seulement passer avec le mix énergétique actuel même avec une grande réduction de la consommation d'énergie. Que ce soit pour des raisons de pragmatisme économique, d'indépendance énergétique ou de lutte contre le réchauffement climatique, la production d'énergie renouvelable sur le territoire est devenue un enjeu central et urgent.

Aussi, doté de compétences élargies, le SMOYS va pouvoir se développer dans les nombreux champs de la production d'énergies vertes.

Solaire

Le SMOYS s'est associé avec le SIGEIF pour accompagner la commune de Vert le Grand pour le déploiement d'une ferme solaire.

Escomptant un potentiel important pour le photovoltaïque, le SMOYS lancera une étude pour connaître l'opportunité de déployer des panneaux sur le territoire (budget 20 000 €).

Afin de vérifier l'exactitude des études, des premiers déploiements de « projets pilotes » de faibles capacités auront lieu courant 2023, comme la pose de petites ombrières. Enveloppe prévisionnelle de l'opération : 300 000 €

Méthanisation

Le SMOYS et l'Essonne, territoire mi-urbain mi-rural, possèdent un fort potentiel pour la production de biogaz que ce soit avec les déchets ménagers ou les déchets agricoles. La compétence ordures ménagères étant déjà attribuée à d'autres syndicats ou agglomérations, le SMOYS aura intérêt à se tourner vers la production de biogaz avec les agriculteurs du territoire qui peuvent fournir les intrants nécessaires ou tisser des partenariats avec des syndicats chargés de la collecte et du traitement des déchets. Etude

Une étude du potentiel de méthanisation agricole sur le territoire du SMOYS doit établir les solutions techniques, économiques et réglementaires adaptées pour la réalisation d'une ou de plusieurs unités de méthanisation comme filière de traitement biologique des produits ou sous-produits fermentescibles de l'agriculture. Une approche technico-économique du fonctionnement de l'installation est nécessaire. Ces éléments doivent permettre au porteur de projet de déterminer la faisabilité d'une telle opération et la définition d'un ou plusieurs sites d'implantation sur le territoire. Le planning :

| | |
|---------|--|
| Février | Création du contenu du cahier des charges : Etude de potentiel de méthanisation agricole sur le territoire du SMOYS |
| Mars | Modification du cahier des charges par le SMOYS selon remarques ADEME Relecture du Cahier des charges par GRDF Création du RC Lancement de la consultation |
| Avril | Etudier partenariat / Convention avec la Région Convention de partenariat GRDF actée Création du comité de pilotage Signature de la convention de partenariat GRDF avant le dépôt sur la plateforme ADEME |
| Mai | Analyse des offres Dépôt de l'offre retenue sur la plateforme ADEME Validation sous 2 à 5 semaines par l'ADEME |
| Juillet | Commande de l'offre retenue selon accord avec l'ADEME Réunion de lancement |
| Octobre | Réunion intermédiaire Phase 1 |

Hydrogène et biomasse

Le solaire et la méthanisation sont des projets à court et moyen termes pour le SMOYS dont les premiers investissements auront lieu dès 2023. Néanmoins, la recherche d'un mix énergétique efficace oblige le SMOYS à explorer d'autres voies d'ici la fin du mandat. Ainsi le SMOYS va lancer des pré-études sur l'opportunité d'investir dans la biomasse et l'hydrogène. Enveloppe prévisionnelle de l'opération : 20 000 €

Une expertise à partager

Le SMOYS a une expertise importante dans le domaine de l'énergie et de la transition énergétique qu'il met au profit de ses communes membres et même au-delà à travers ses offres de services complémentaires. Le SMOYS souhaite partager au-delà de ses frontières son expertise, mais aussi, dans un but de partage des savoirs et de solidarité, lancer un programme de coopération inter-territoires

4. Les métiers historiques du SMOYS

VII. Le contrôle des concessions électricité et gaz

Avec ses nouveaux statuts le SMOYS va pouvoir déployer tout un panel de services aux bénéficiaires de ses membres. Il n'en oublie pas pour autant ses missions historiques, ainsi le contrôle des concessions électricité et gaz reste la principale mission du SMOYS, la programmation des investissements relatifs à la maintenance et la rénovation des réseaux de distribution.

La gestion du réseau électrique est confiée à ENEDIS et celle du réseau de gaz à GRDF.

Le SMOYS va en 2023 comme en 2022 renforcer son partenariat avec ses deux concessionnaires afin aussi de s'assurer du maintien de la qualité du réseau, mais aussi, lorsque cela est possible de son amélioration. Ce travail est par ailleurs partagé par l'ensemble des membres du bureau exécutif qui ont ainsi visité un poste source ENEDIS en 2022. Le même contrôle sur site est aussi prévu pour les installations de GRDF en 2023.

Par ailleurs, le SMOYS s'assure de la bonne exécution du contrat, notamment de l'obligation d'ENEDIS de participer aux travaux d'enfouissement du réseau électrique aérien lorsqu'il est réalisé par le SMOYS ou une commune autorisée par le SMOYS. C'est ainsi que le contrôle des versements des articles 8 des années précédentes a fait apparaître que de nombreuses communes n'ont pas obtenu de participation après avoir réalisé des travaux d'enfouissement. Le SMOYS s'est efforcé pendant plusieurs mois de négocier avec ENEDIS afin de récupérer ces participations, qui devenaient caduques six mois après la fin des travaux, dont certaines dates de 2018. Le travail est en cours pour récupérer les éléments techniques auprès des communes. La perte évitée peut aller jusqu'à 1,4 million d'euros.

Pour s'assurer de la qualité du contrôle de la concession, un technicien a été recruté en 2021, mais compte tenu de l'élargissement progressif de ses missions, un nouveau recrutement d'un technicien aura lieu en 2023.

Le SMOYS travaille avec ENEDIS et GRDF pour réduire la durée des coupures en cas d'incidences, mais aussi sur l'information aux usagers.

Le SMOYS reçoit de la part des concessionnaires une redevance dite R1 qui est la principale source de revenus du syndicat.

Pour 2023 la redevance R1 électricité est estimée à 730 000 € et la redevance R1 gaz est estimée à 335 000 €.

VIII. Les travaux d'enfouissement et de voiries

Le SMOYS depuis 2022 a repris la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux avec plus d'un kilomètre de réseaux aériens qui seront enterrés sur 3 communes.

Les demandes pour 2023 sont en augmentation.

Pour des soucis d'efficacité et d'économie, le SMOYS propose, lorsque les travaux d'enfouissement sont réalisés en parallèles d'autres travaux de voirie, de mutualiser les chantiers et de reprendre l'ensemble de la maîtrise d'ouvrage.

Ce travail de mutualisation se fait aussi bien avec les communes qu'avec les agglomérations du territoire, en fonction de la compétence de chacun.

L'urgence de la crise énergétique ne doit pas pour autant faire oublier l'importance des perspectives d'évolution du territoire

IX. IRVE

Conformément au Décret relatif au développement des IRVE, le SMOYS a décidé de produire un schéma directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique en 2021 afin de préparer le déploiement de nouvelles bornes de recharge électriques, essentiel à l'essor de la voiture électrique et en forte demande par les usagers.

Ainsi en mai 2022, le schéma directeur a été finalisé et voté par l'assemblée délibérante du syndicat.

Suite à sa transmission au préfet, le schéma directeur a été définitivement approuvé, en absence de tout recours dans les 2 mois de sa notification, ce qui fait du SMOYS, le premier syndicat d'Île-de-France à avoir un schéma directeur validé conformément au décret du 10 mai 2021 et l'un des six premiers syndicats de France à avoir un schéma validé (source Enedis)

Cartographie des SDIRVE

Focus IDF

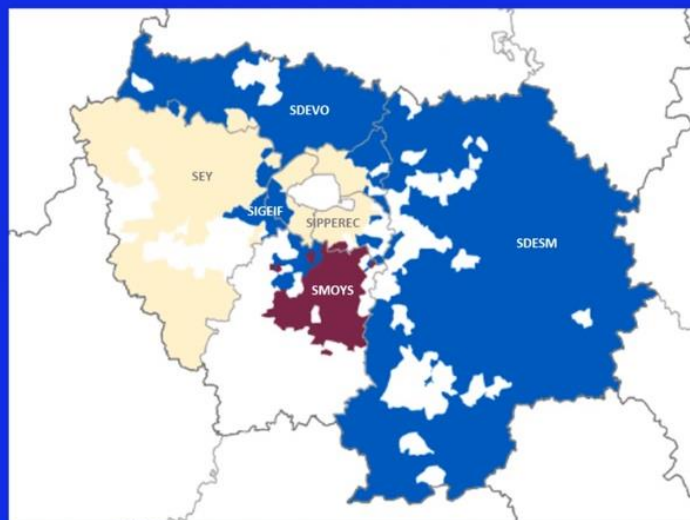
Actualisée le 08/09/22

- ❖ 3 SDIRVE engagés
- ❖ 1 SDIRVE validé en préfecture

SDIRVE engagés ou validés

- SDIRVE potentiels (pilotes par une AODE)
- SDIRVE engagés (pilotes par une AODE)
- SDIRVE validé en préfecture

enedis



Cartographie des SDIRVE

Actualisée le 05/09/22

- ❖ 92 SDIRVE engagés (dont 11 SDIRVE engagés par des métropoles)
- ❖ 6 SDIRVE validés en préfecture

SDIRVEs engagés menés par

- AODE
- EPCI

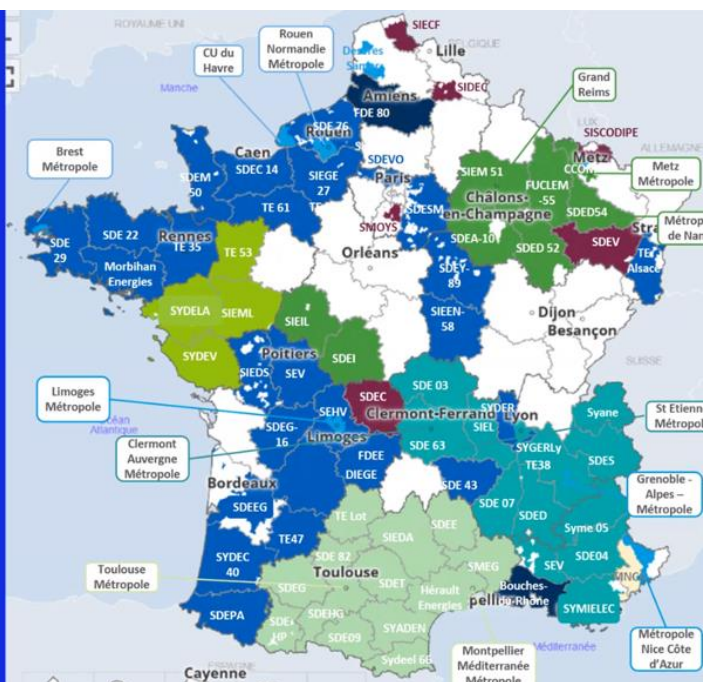
Groupements de commandes

- Piloté par le Syane (14)
- Piloté par le SIEIL (11)
- TE PDL (5)
- MNCA (5)

SDIRVE mutualisés

SDIRVE validés en préfecture

enedis



Le nouveau schéma directeur prévoit le déploiement de 540 points de charge sur le territoire à l'horizon 2026.

Le début du déploiement initialement prévu en septembre 2022 a été légèrement retardé pour obtenir la subvention de la région, de 1,4M€ votée lors de la commission permanente du 23 septembre 2022.

Aussi, l'année 2023 sera la première année de déploiement de masse de nouvelles bornes de recharge sur le territoire, avec 102 nouveaux points de recharge prévus au schéma directeur pour un budget de 612 000 € prévisionnel.

Ce déploiement permettra en premier lieu de doter les communes sans IRVE, pour que toutes les communes ayant rejoint le SMOYS avant la fin du 1^{er} trimestre 2023 pour la compétence IRVE puissent avoir au moins une borne à la fin de 2023.

Parce que le développement de la mobilité propre est un enjeu essentiel du territoire.

Le taux de disponibilité attendu est maintenant de 95%, soit 10 points de plus que sur le précédent marché !

Pour réussir ce défi, de déployer plus de 50 bornes par an et avoir un taux de disponibilité bien supérieur à la moyenne des précédentes années, le SMOYS a lancé un nouveau marché

Le SMOYS a fait le choix de ne pas faire appel au financement de ses communes pour le déploiement des bornes en dehors d'une participation financière pour l'investissement. Aussi l'exploitation des bornes, en respectant le schéma directeur, est prévue pour atteindre l'équilibre financier à l'issue de la période d'exploitation des bornes, prévue pour 8 ans.

Aussi la tarification a été construite afin d'atteindre cet équilibre sans pénaliser les usagers qui se traduit par la tarification actuelle suivante.

| | | |
|------------------|---|-----------------|
| | Tarif entre 8h et 20h par tranche de 15 minutes | |
| | Entre 0 et 3h de charge | À partir de 3 h |
| Charge lente | 31 centimes | 71 centimes |
| Charge accélérée | 65 centimes | 1 € |

| | | |
|------------------|--|--|
| | Tarif entre 20h et 8h par tranche de 15 minutes | |
| Charge lente | 31 centimes | |
| Charge accélérée | 65 centimes | |
| | Entre 20h et 8h le montant facturé est plafonné à 16 euros | |

Une augmentation limitée à la hausse du coût de fonctionnement de 15% est appliquée.

La nouvelle tarification qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023 est la suivante

| | | |
|------------------|---|-----------------|
| | Tarif entre 8h et 20h par tranche de 15 minutes | |
| | Entre 0 et 3h de charge | À partir de 3 h |
| Charge normale | 38 centimes | 78 centimes |
| Charge accélérée | 80 centimes | 1,20 € |

| | | |
|------------------|--|--|
| | Tarif entre 20h et 8h par tranche de 15 minutes | |
| Charge normale | 38 centimes | |
| Charge accélérée | 80 centimes | |
| | Entre 20h et 8h le montant facturé est plafonné à 18 euros | |

Le plafonnement du tarif de nuit permet de ne pas pénaliser ceux qui stationnent la nuit.

Cette tarification nous assure l'équilibre budgétaire de l'exploitation de nos bornes et l'amortissement de l'investissement au terme de 8 ans d'exploitation. Elle est équilibrée entre la nécessité d'avoir un tarif cohérent au vu des coûts d'exploitation, mais aussi la nécessité de permettre au plus grand nombre d'utilisateurs d'accéder à un service de qualité.

La faible hausse du tarif de recharge est permise par une hausse modérée du prix de l'électricité pour le SMOYS, le syndicat ayant moins de 10 employés et 2 millions de recettes réels au dernier bilan financier.

Nos recettes prévisionnelles des bornes en 2023 sont de 400 000 €, mais avec une inscription budgétaire inférieure pour respecter le principe de « prudence » budgétaire. Soit 10 fois les recettes annuelles jusqu'en 2020.

Par ailleurs le taux d'utilisation n'a fait qu'augmenter durant l'année 2022, même après le passage de l'ancienne tarification au forfait à la nouvelle tarification au temps, ce qui démontre une tarification en adéquation avec le marché.

5. Budget prévisionnel 2023 (En l'état de la préparation budgétaire à la date du 7 mars 2023)

X. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement passent de 1 529 000 € au budget 2022 à 2 454 000 € au budget 2023.

Chapitre 11

Les charges à caractère général passent de 238 000 € au budget 2022 à 553 000 € au budget 2023. L'augmentation principale provient des Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique (IRVE) et de la consommation électrique, avec le triple effet de l'augmentation du prix de l'énergie, l'augmentation de l'utilisation des bornes et l'augmentation du nombre de bornes. La prévision au budget 2022 se montait à 100 000 €. Une inscription de 300 000 € est prévue au BP 2023.

Les dépenses de maintenance connaissent également une progression importante. Elles passent de 30 000 € au budget 2022 à 100 000 € au budget 2023.

Les autres lignes seront ajustées en fonction de l'inflation et l'augmentation de l'activité, comme pour les fournitures administratives ou les frais postaux.

Chapitre 12

Les dépenses de personnel passent de 525 000 € au budget 2022 à 595 000 € au budget 2023 (soit + 13%). Leur progression résulte du renforcement de l'effectif du syndicat avec l'intégration en année pleine de son ingénieur d'économie des flux ainsi que des deux nouveaux apprentis. Le SMOYS souhaite également recruter un nouveau technicien.

L'augmentation du point d'indice en 2022 (3,5 % au 1^{er} juillet 2022) va sensiblement augmenter la masse salariale. L'effet glissement vieillesse technicité (GVT) est aussi estimé à 2,5%.

C'est pourquoi le chapitre 12 est ajusté à 595 000 € pour 2023, soit 24% des dépenses réelles de fonctionnement.

Chapitre 65

Les autres charges de gestion courante connaissent une très forte progression, de 776 500 € au budget 2022 à 1 134 500 € au budget 2023. Elles représentent notamment les dépenses liées aux versements aux communes de la R2 pour 553 000 € et du versement au titre de l'article 8 de la concession de 400 000 € (cette participation sur nos travaux est versée par Enedis ; elle est de 40% du montant des travaux d'enfouissement).

Par ailleurs ce chapitre retrace les dépenses liées aux indemnités des élus qui devraient être au même niveau qu'en 2022.

Chapitre 014

100 000 € sont prévus à ce chapitre pour le versement de la TFCE aux communes pour lesquelles le SMOYS perçoit la taxe.

Chapitre 66

Les intérêts des emprunts bancaires sont d'un montant très modique : 4 500 € au budget 2022, 20 000 € au budget 2023 prenant en compte l'éventualité de la souscription d'un emprunt.

XI. Dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement prévues au budget 2022 se montaient à 2 571 000 €. La prévision pour 2023 s'établit à 4 318 000 €.

L'année 2023 sera la première année de déploiement de masse de nouvelles bornes de recharge sur le territoire, avec 75 nouveaux points de recharge sur les 102 prévus.

Les dépenses d'immobilisations corporelles (chapitre 21) progressent fortement, passant de 805 000 € au budget 2022 à 1 598 000 € au budget 2023. Cela est dû à la progression du budget consacré au matériel technique qui passe de 750 000 € au budget 2022 à 1 548 000 € au budget 2023.

L'achat d'un nouveau véhicule électrique est prévu pour permettre au nouveau technicien d'intervenir sur les chantiers. Budget 20 000 €

Une enveloppe de 10 000 € est prévue pour l'informatique dont :

- 4 000 € pour le renouvellement du matériel et l'achat d'équipement des agents.
- 6 000 € pour le système de serveur notamment pour la sécurisation, les attaques fréquentes sur les infrastructures des institutions publiques, obligent le SMOYS à régulièrement mettre à niveau son équipement pour limiter les risques tout en assurant un juste équilibre entre le risque acceptable et le coût de l'équipement.

Les travaux en cours (chapitre 23) progressent de 1 380 000 € au budget 2022 à 2 200 000 € au budget 2023 consacrés aux travaux d'enfouissement.

Les dépenses d'études passent de 271 000 € en 2022 à 390 000 € en 2023. L'inscription d'un budget de 2 200 000 € pour les travaux d'enfouissement entraîne mécaniquement l'inscription au chapitre 20 de frais d'études estimés à 10% des travaux soit 220 000 €.

Afin de mieux connaître le potentiel solaire du territoire du SMOYS, le syndicat lancera une étude du potentiel sur tout le territoire avec une enveloppe de 30 000 €. À l'issue de cette étude, le SMOYS pourra déployer des panneaux solaires en accompagnement des collectivités membres. L'enveloppe pour 2023 est de 300 000 €.

Le SMOYS va aussi lancer les premières études sur le biogaz, pour connaître le potentiel du territoire et la faisabilité de l'installation d'une centrale de méthanisation portée par le SMOYS. Une enveloppe de 10 000 € est prévue au budget.

Le SMOYS va se doter d'un logiciel afin de suivre les consommations des bâtiments publics des communes membres qui le souhaitent. L'enveloppe est de 40 000 €.

Le SMOYS va aussi réfléchir à lancer un Système d'information géographique (SIG) de son réseau électrique et gaz pour faciliter le suivi de la concession, assurer une prévention des risques et réduire l'endommagement des réseaux. Le budget prévisionnel est de 20 000 €.

XII. Recettes

Les recettes réelles de fonctionnement

Elles passent de 3 085 000 € au budget 2022 à 3 886 000 € au budget 2023.

Les produits des services passent de 150 000 € au budget 2022 à 350 000 € au budget 2023. Il s'agit de la recette des IRVE qui augmente arithmétiquement puisque le nombre d'IRVE augmente.

Les participations des communes au financement des travaux d'enfouissement baissent très nettement entre le budget 2022 (1 285 000 €) et le budget 2023 (890 000 €). Au compte administratif provisoire de 2022, le réalisé est nul. Les participations des villes proviendront soit :

- de la participation aux travaux, mais seulement à la fin des travaux
- de leur contribution pour l'installation des IRVE dont le déploiement réel ne commence qu'en 2023.

Dans le premier cas, les travaux n'étaient pas terminés, donc pas facturés aux communes. La recette sera constatée en 2023.

A contrario, les redevances versées par les concessionnaires augmentent très fortement, passant de 1 650 000 € au budget 2022 à 2 546 000 € au budget 2023 (au compte administratif provisoire de 2022, les redevances se montent à 2 128 520 €). Les redevances ont augmenté notamment suite à l'intégration du SIARCE et du SIEGRA dont le poids relatif des recettes s'élève à 30 %.

Les 2 546 000 € se décomposent en R1 électricité, R1 gaz, R2 électricité, et de la participation au titre de l'article 8. La R2 est versée en n+2 par rapport aux travaux réels, mais notre contrat comporte une clause permettant de recevoir jusqu'en 2025 un montant minimum forfaitaire. Par ailleurs nous allons percevoir l'article 8 cette année au titre des années antérieures, car le SMOYS a obtenu d'Enedis le rattrapage des dossiers non soldés et non réclamés par les collectivités locales :

- R1 électricité : 730 000 €
- R1 gaz : 335 000 €
- R2 électricité : 615 000 €
- Article 8 année courante : 466 000€
- Article 8 années antérieures : 400 000 € reversés aux communes.

Notons que l'article 8 antérieur sera reversé aux communes. De même nous reversons 90% de la R2.

Les recettes réelles d'investissement

Elles passent de 1 015 000 € au budget 2022 à 425 348 € au budget 2023 (un emprunt d'un montant de 985 000 € avait été inscrit au budget 2022).

Pour financer ses investissements d'équipement, le SMOYS compte principalement sur :

- ENEDIS pour 40% des travaux d'enfouissement, les 60% restants sont à la charge des communes
- Pour les IRVE, la contribution communale estimée à 127 500 €
- Une subvention régionale de 50% de l'investissement IRVE

XIII. Budget prévisionnel

Dépenses de Fonctionnement

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Charges à caractère général | 553 000 |
| Dépenses de personnel | 595 000 |
| Charges de gestion courante | 1 134 500 |
| Reversement fiscal | 100 000 |
| Frais financiers | 20 000 |
| Titres de recettes annulés | 20 000 |
| Dépenses imprévues | 31 500 |
| Total dépenses réelles | 2 454 000 |

Recettes de Fonctionnement

| | |
|------------------------------------|------------------|
| TCFE | 100 000 |
| Produits des services | 350 000 |
| Participation communes GFP | 890 000 |
| Redevances concessionnaires | 2 546 000 |
| Total des recettes réelles | 3 886 000 |

Dépenses d'investissement

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Capital de la dette | 130 000 |
| Études | 390 000 |
| Matériel | 1 598 000 |
| Travaux | 2 200 000 |
| Total des dépenses réelles | 4 318 000 |

Recettes d'investissement

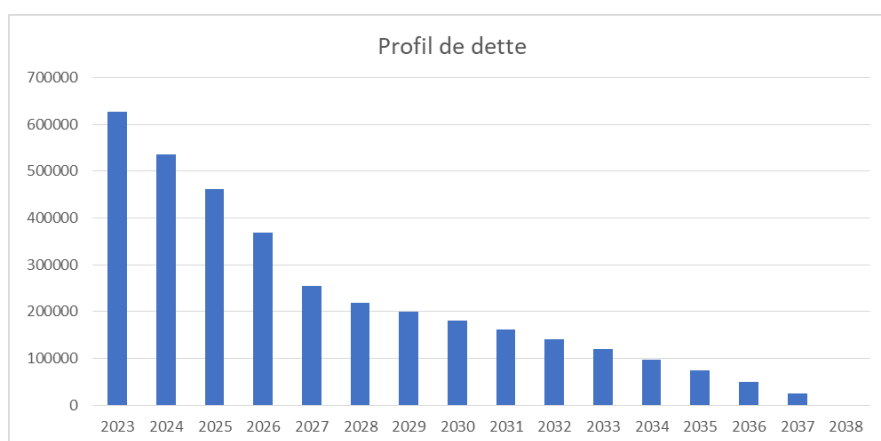
| | |
|-------------------|----------------|
| Subvention | 400 000 |
| FCTVA | 25 348 |
| Total | 425 348 |

Evolution des dépenses de fonctionnement

| | Budget 2022 | CA 2022 | Budget 2023 |
|-------------------------------------|-------------|-----------|-------------|
| Charges à caractères général | 238 000 € | 495 354 € | 553 000 € |
| Dépenses de personnel | 495 000 € | 487 481 € | 595 000 € |
| Reversement fiscal | - | 131 935 € | 100 000 € |
| Charges de gestion courante | 778 000 € | 543 475 € | 1 134 500 € |
| dont reversements R2 et R8 | 615 000 € | 450 274 € | 1 013 500 € |
| Frais financier | 4 500 € | -1 624 € | 20 000 € |
| Titres annulés | 15 000 € | 8 504 € | 20 000 € |

XIV. Dette

Le SMOYS est un syndicat faiblement endetté.



Le poids actuel de la dette dans les finances du SMOYS est très faible. Le capital restant dû au 1^{er} janvier 2023 représente à peine 15 % des recettes réelles de fonctionnement d'une année.

XV. L'équilibre budgétaire

| COMPTE ADMINISTRATIF 2022 | Exercice N | Résultat N-1 | Total |
|-----------------------------|----------------|----------------|------------------------|
| FONCTIONNEMENT | | | |
| Recettes réelles | 2 441 189,70 € | 1 795 317,65 € | 4 236 507,35 € |
| Dépenses réelles | 1 665 186,61 € | | 1 665 186,61 € |
| Solde | | | 2 571 320,74 € |
| INVESTISSEMENT | | | |
| Recettes réelles | 300 000,00 € | 458 792,46 € | 758 792,46 € |
| Dépenses réelles | 869 461,20 € | | 869 461,20 € |
| Solde | | | -110 668,74 € |
| Solde total | | | 2 460 652,00 € |
| BUDGET PRIMITIF 2023 | | | |
| FONCTIONNEMENT | | | |
| Recettes réelles | 3 886 000,00 € | 2 571 320,74 € | 6 457 320,74 € |
| Dépenses réelles | 2 454 000,00 € | | 2 454 000,00 € |
| Solde | | | 4 003 320,74 € |
| INVESTISSEMENT | | | |
| Recettes réelles | 425 348,00 € | -110 668,74 € | 314 679,26 € |
| Dépenses réelles | 4 318 000,00 € | | 4 318 000,00 € |
| Solde | | | -4 003 320,74 € |
| Solde total | | | 0,00 € |

Au stade actuel de la préparation budgétaire, l'équilibre du budget 2023 est assuré.

XVI. L'analyse financière

| | |
|--------------------------------------|-----------------------|
| COMPTE ADMINISTRATIF 2021 | |
| FONCTIONNEMENT | |
| Recettes réelles | 1 398 264,11 € |
| Dépenses réelles | 805 340,57 € |
| Marge d'autofinancement brute | 592 923,54 € |
| INVESTISSEMENT | |
| Capital | 74 501,77 € |
| Marge d'autofinancement nette | 518 421,77 € |
| COMPTE ADMINISTRATIF 2022 | |
| FONCTIONNEMENT | |
| Recettes réelles | 2 441 189,70 € |
| Dépenses réelles | 1 665 186,61 € |
| Marge d'autofinancement brute | 776 003,09 € |
| INVESTISSEMENT | |
| Capital | 75 137,00 € |
| Marge d'autofinancement nette | 700 866,09 € |
| BUDGET PRIMITIF 2023 | |
| FONCTIONNEMENT | |
| Recettes réelles | 3 886 000,00 € |
| Dépenses réelles | 2 454 000,00 € |
| Marge d'autofinancement brute | 1 432 000,00 € |
| INVESTISSEMENT | |
| Capital | 130 000,00 € |
| Marge d'autofinancement nette | 1 302 000,00 € |

La marge d'autofinancement nette du syndicat a progressé entre 2021 et 2022, passant de 518 421 € à 700 866 €. La marge d'autofinancement nette prévisionnelle à la fin de l'exercice 2023 se situerait à 1 302 000 €.

XVII. Une équipe administrative au service des adhérents

Au 1^{er} janvier 2023, le SMOYS compte dans ses effectifs 9 agents dont 5 agents permanents et 4 agents sur des emplois non permanents, dont 2 apprentis (CRIF) :

- Directeur général des services
- Pôle finances, marchés publics et juridique : un Directeur financier, un comptable
- Pôle ressources humaines, administration et communication : une Directrice, une assistante
- Pôle technique :
 - Enfouissement réseaux, IRVE : un technicien réseaux voirie, un ingénieur projet mobilité apprentie
 - Bâtiments, efficacité énergétique : un ingénieur économe de flux, un conseiller en énergie apprenti.

Pour s'assurer de la qualité du contrôle de la concession, un nouveau recrutement d'un technicien a lieu en 2023.

Le temps de travail

Le temps de travail annuel pour les agents à temps complet est de 1607 heures.

Les heures supplémentaires

Elles donnent lieu à repos compensateur ou indemnisation.

Une enveloppe de 1150 euros est prévue pour indemniser les heures d'intervention dans le cadre des astreintes du technicien.

Les emplois saisonniers / stagiaires

Une enveloppe de 4 750 euros a été inscrite au budget ce qui représente l'accueil d'un stagiaire pendant 6 mois.

La Nouvelle Bonification Indiciaire

1 agent perçoit la Nouvelle Bonification pour une enveloppe de 1 455 euros

Les avantages sociaux

Les tickets restaurant

Le SMOYS a mis en place les tickets restaurant en 2022 et prend en charge 60% de la valeur faciale (8.80 euros) d'un titre restaurant, pour toute journée travaillée dans son intégralité.

La participation aux mutuelles et assurances

La procédure de labellisation a été plébiscitée. En effet, chaque agent est libre de choisir parmi un large panel de contrats labellisés et/ou de conserver son assureur, tant pour le risque santé que prévoyance.

Montant et Calendrier de mise en œuvre : il est proposé que le SMOYS participe dès le premier janvier 2023 à la protection sociale complémentaire de ses agents, dans le cadre de la procédure de labellisation.

Dans le cadre du dialogue social et de l'évolution des dispositifs sociaux, il est proposé de participer à hauteur de :

- 25 euros par mois pour le risque santé
- 25 euros par mois pour le risque prévoyance

Le régime indemnitaire :

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a créé le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Ce dispositif est centré sur une indemnité principale, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), à laquelle peut s'ajouter un complément indemnitaire versé annuellement.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités de même nature. Seront notamment intégrées, la prime de fonction et de résultats, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, l'indemnité d'administration et de technicité, et l'indemnité d'exercice des missions de préfectures.

Par délibérations du comité syndical 8 octobre 2020 et du bureau syndical 27 mai 2021 et après avis favorable du comité technique paritaire, les groupes fonctions et les définitions des critères pour la part fixe et la part variable du régime indemnitaire des agents du SMOYS ont été adoptés.

L'enveloppe globale dédiée au régime indemnitaire s'élève à 183 300 euros

Le compte épargne temps :

Le 30 septembre 2021, le SMOYS a instauré le Compte Épargne Temps et a décidé de ne pas prendre en compte les repos compensateurs pour alimenter ce CET. Les agents ont la possibilité d'épargner la totalité de leurs ARTT et de 5 à 7 jours de congés.

Il a délibéré favorablement pour la monétisation (droit d'option) des comptes épargne temps.
